

Communiqué de presse

Direction d'école : maintenant il faut avancer !

Depuis le 9 septembre, le ministère a engagé un cycle de 4 groupes de travail sur le temps de décharge, les délégations de compétences, la revalorisation et la sécurité. Un an après le suicide de Christine Renon, ce chantier, engagé pour améliorer les conditions de travail des directrices et directeurs, n'avance pas.

A mi-parcours, le ministère n'a toujours rien annoncé de concret lors des négociations, tandis que pour les directrices et directeurs des écoles, épuisés par une année scolaire 2019-2020 hors norme, les sollicitations multiples continuent.

Le projet de loi de finance ne prévoit pas de postes en nombre suffisant pour donner à toutes et tous le nombre de jours de décharge nécessaires pour assurer sereinement leur fonction, ni de la revaloriser. Enfin, il n'est aucunement prévu l'attribution d'une aide pérenne au fonctionnement de leur école, aide réclamée par la profession depuis la suppression des emplois d'aide administrative à la direction d'école.

Le SNUipp-FSU dénonce cette absence d'engagement et la non mise en œuvre des annonces de cet été*. Sans oublier que, dans le contexte de crise sanitaire, toutes les missions et tâches non prioritaires doivent être reportées.

Parce qu'il y a urgence, et sans attendre la fin du cycle de réunions, le SNUipp-FSU exige du ministre des actes forts et l'octroi de moyens dès maintenant : allègement des tâches, décharges, aide au fonctionnement de l'école, revalorisation !

Paris, le 7 octobre 2020